

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



Croissance économique et dynamique de la classe moyenne féminine

RÉSUMÉ

Ce Policy Brief analyse l'impact des programmes d'investissements prioritaires mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal sur la dynamique de la classe moyenne féminine. En utilisant un modèle d'équilibre général calculable, cette étude montre que ces investissements ont significativement favorisé la croissance économique et l'ascension sociale des femmes, avec des résultats marqués notamment au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce document propose des recommandations politiques pour capitaliser sur ces résultats et encourager une croissance plus inclusive.

POINTS SAILLANTS

- Les investissements dans les infrastructures et les services de base ont permis une croissance de la classe moyenne féminine, renforçant leur résilience économique.
- Les femmes, particulièrement dans les zones urbaines, ont bénéficié des emplois dans les secteurs formels et semi-formels soutenus par des politiques d'investissement.
- Malgré une croissance, l'accès aux services et aux emplois reste limité en zone rurale, réduisant les chances des femmes de cette région de rejoindre la classe moyenne.
- Pour renforcer cette dynamique, il est essentiel d'augmenter les investissements dans les secteurs d'emploi féminins et d'étendre les infrastructures de base, surtout dans les zones rurales.

INTRODUCTION

Les programmes d'investissements prioritaires dans ces quatre pays ont généré des résultats prometteurs, notamment en renforçant les infrastructures économiques et en stimulant la création d'emplois. La croissance économique observée dans ces pays offre des opportunités

d'amélioration des conditions de vie des femmes de la classe moyenne. Cette analyse évalue l'impact de ces investissements sur la classe moyenne féminine et propose des solutions pour renforcer cette dynamique.



MÉTHODOLOGIE

Cette étude repose sur un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) qui analyse les effets des investissements publics sur plusieurs secteurs économiques et la segmentation du marché du travail selon le sexe et le niveau de qualification.

Composantes principales :

Données utilisées :

Les matrices de comptabilité sociale et les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM 2018/2019) fournissent les bases de ce modèle, avec des spécifications adaptées à chaque pays.

Simulations et résultats :

Les simulations portent sur la période 2020-2023 et mesurent l'impact des investissements dans les secteurs prioritaires (agriculture, services, industries légères) sur la demande de travail, les revenus des ménages et la dynamique de la classe moyenne féminine.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les résultats montrent que les investissements publics ont un impact considérable sur la croissance économique et la mobilité sociale des femmes dans ces quatre pays, avec des effets plus marqués au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Cependant, des différences significatives persistent entre les pays en termes de transition des femmes vers la classe moyenne pure.

1. Effets des investissements dans les infrastructures de base

Les investissements dans les infrastructures de base, comme les routes, l'eau potable et l'électricité, ont permis d'améliorer la qualité de vie des femmes en milieu urbain, facilitant ainsi leur transition vers la classe moyenne. Dans les zones rurales, toutefois, l'accès limité à ces infrastructures maintient les femmes dans une situation de vulnérabilité économique, limitant leurs perspectives de mobilité sociale.

2. Rôle des secteurs pro-femmes dans la transition économique

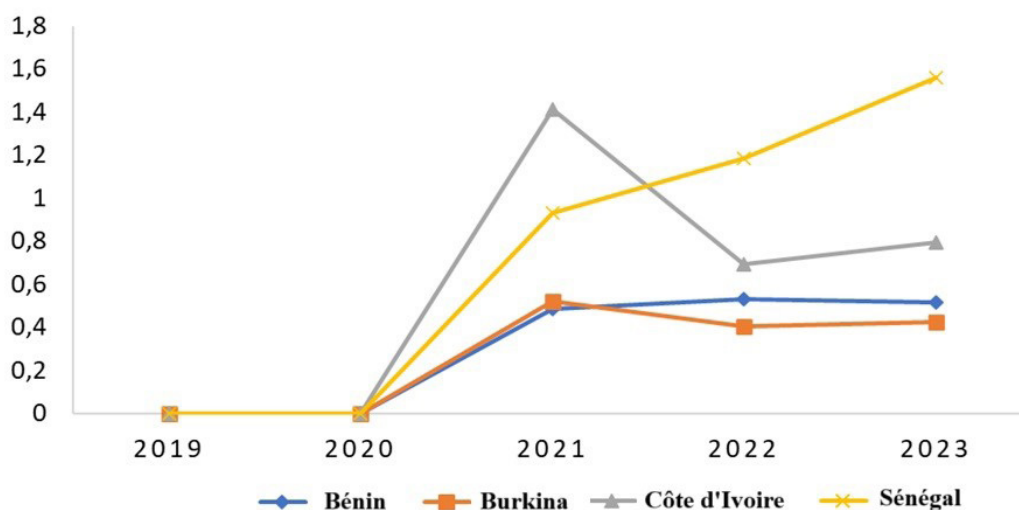
Les politiques de soutien aux secteurs pro-femmes, comme l'agriculture, le commerce

et les services, ont permis à de nombreuses femmes d'intégrer la classe moyenne, surtout en milieu urbain où l'accès aux emplois formels est plus courant. En Côte d'Ivoire, par exemple, les investissements dans les infrastructures agricoles ont permis aux femmes de générer des revenus plus stables, renforçant ainsi leur indépendance financière. Cependant, dans les zones rurales, l'absence de soutien ciblé pour les secteurs informels maintient les femmes dans une précarité économique.

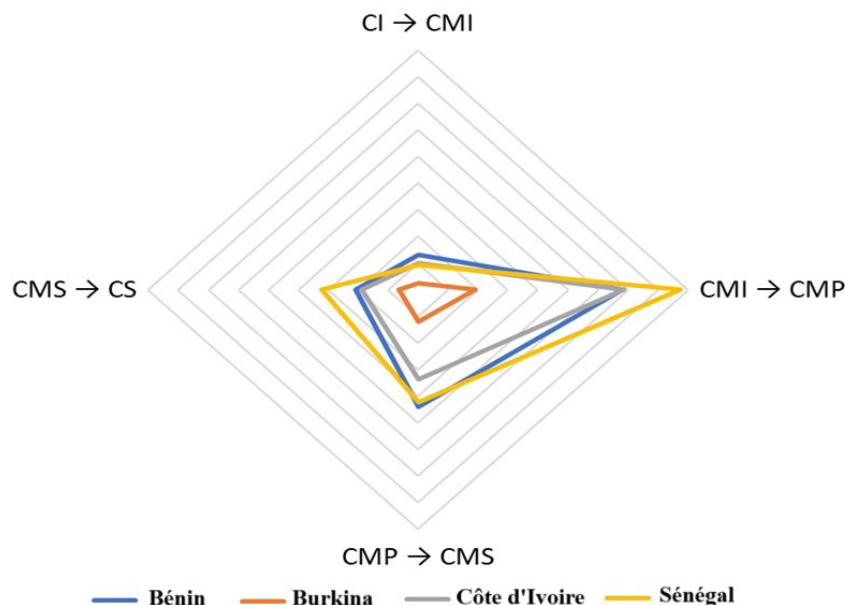
3. Disparités régionales dans l'accès aux services

Les inégalités d'accès aux services essentiels, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, freinent la progression des femmes vers la classe moyenne. En milieu rural, les investissements publics dans ces secteurs sont souvent insuffisants, limitant l'autonomisation des femmes et leur capacité à améliorer leurs conditions de vie. En revanche, en milieu urbain, un meilleur accès à ces services contribue à une plus grande inclusion économique des femmes

Variation du PIB (en % de points par rapport au scénario business as usual)



Dynamique de la classe moyenne selon le sexe féminin



Sources : auteurs

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Pour renforcer davantage la dynamique de la classe moyenne féminine, il est essentiel de continuer à soutenir les investissements dans les secteurs qui bénéficient directement aux femmes et d'améliorer l'accès aux services publics et aux infrastructures nécessaires.

1. Renforcer les investissements dans les infrastructures de base

Il est essentiel d'intensifier les investissements dans les infrastructures de base, notamment dans les zones rurales, afin de permettre aux femmes d'accéder aux services essentiels. En développant les réseaux de transport, d'eau potable et d'électricité dans les zones rurales, les gouvernements peuvent améliorer la qualité de vie de nombreuses femmes et offrir des conditions favorables à leur inclusion dans la classe moyenne.

2. Soutenir les secteurs d'emploi féminins et promouvoir la formalisation

Pour stabiliser les revenus des femmes et réduire leur vulnérabilité économique, il est recommandé de renforcer le soutien aux secteurs d'emploi féminins, comme le commerce et l'agriculture, en favorisant leur formalisation. Ce soutien peut inclure des

programmes de subventions, des incitations fiscales, et des formations professionnelles, facilitant ainsi l'intégration des femmes dans des emplois formels et sécurisés.

3. Accroître l'accès aux services sociaux en zones rurales

L'amélioration de l'accès aux services sociaux tels que l'éducation et la santé en milieu rural est essentielle pour offrir aux femmes des perspectives de mobilité sociale. En développant les infrastructures éducatives et sanitaires dans les régions reculées, les femmes pourront mieux se préparer à des emplois qualifiés et accroître leur participation dans des secteurs économiques porteurs.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2008). "What is middle class about the middle classes around the world?" *Journal of economic perspectives*, 22, 3–28.
- Darbon, D., & Toulabor, C. (2011). « Quelle (s) classe (s) moyenne (s) en Afrique ? Une revue de littérature ». Agence française de développement, document de travail, 118.
- Gabardo, F. A., Pereima, J. B., & Einloft, P. (2017). "The incorporation of structural change into growth theory: A historical appraisal". *Economía*, 18, 392–410.
- Hardy, B. L., and D. E. Marcotte. (2020): "Education and the Dynamics of Middle-Class Status" Washington, DC: Brookings Institution.
- McMillan, M., and D. Headey. (2014): "Introduction – Understanding Structural Transformation in Africa," *World Development*, 63. Economic Transformation in Africa, 1–10.
- Schlogl, L., & Sumner, A. (2020). "Economic development and structural transformation". In *Disrupted Development and the Future of Inequality in the Age of Automation* (pp. 11–20). Springer.

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Classe moyenne féminine et demande de service de garde d'enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal

Coordonnateur :

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), Canada

Consortium

– Université Amadou Mahtar MBOW (UAM), Sénégal
– Laboratoire de Recherche sur les Institutions et la Croissance (LINC), Université Cheikh Anta DIOP de Dakar (UCAD), Sénégal

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Mars 2021 – Août 2023 (30 mois)

Budget : 488 600 dollars canadiens (CAD)

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop,

Spécialiste de Programme Principal
Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar,
Sénégal
P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal
Courriel : fmbiekop@crdi.ca

Série de Recherches GrOW Afrique de L'ouest

La Série de Recherches GrOW Afrique de L'ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** – www.fauefao.org).

Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) Cité Iba Ndiaye Diadj, n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège Sacré coeur, Rue 10 prolongée – Dakar
Phone: (221) 33 864 77 57
E-mail: contact@cres-sn.org
www.cres-sn.org

Auteurs :

François Joseph **CABRAL**,
Assion LAWSON **SIPOAKA**,
Samuel Maxime **COLY**,
Waoundé DIOP **WADE**,
Josiane **KENGNE**,
Catherine G **DALLE**,
Yaya **KY**

PARTENAIRES



FAUEFAO



IDRC · CRDI

Canada